

**Rapport concernant les actions entreprises  
à la suite des observations de la chambre régionale des comptes**

**1- Rendre mieux compte des avantages en nature accordés aux associations**

Les valorisations financières des loyers, pour les conventions conclues à titre gratuit, sont désormais intégrées aux conventions nouvellement conclues.

Le rapport souligne la nécessité de prévoir un terme défini aux convention, sans prorogation excessive, afin de permettre une actualisation des avantages octroyés.

En réponse, il peut être indiqué que désormais, les conventions prévoient que le renouvellement de celle-ci ne peut avoir pour effet de dépasser une certaine durée (10 ou 12 années), ce qui permettra de mettre à jour les valorisations.

Le rapport avance la nécessité de renouveler les anciennes conventions. L'ouverture du village associatif est l'occasion d'en renouveler un certain nombre. L'ensemble des conventions relatives au secteur sportif a également été renouvelé, ce qui a permis d'y intégrer la valorisation financière des mises à disposition.

Afin de rendre plus lisible les avantages accordés aux associations, l'annexe « liste des concours attributions à des tiers en nature » du Compte administratif est complétée au fur et à mesure du renouvellement des conventions établies avec les associations, conventions qui valorisent les avantages accordés.

*Annexe 1 – Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions*

## **2- Engager une programmation pluriannuelle des investissements, déclinée en autorisations de programme et crédits de paiement pour les principales opérations**

Comme indiqué au cours du contrôle de la CRC, il n'est pas souhaité au sein de l'agglomération de se doter d'un PPI qui figerait la liste des investissements à venir ainsi que leur ordonnancement.

En effet, ces dernières années ont démontré toute la fragilité des PPI existants au regard tant des réalités extérieures (Epidémie, coût de l'énergie...) que des modalités de financement de l'Etat qui, par le biais de ses AMI, oriente fortement les priorités locales.

Flers Agglo continue donc plutôt de s'appuyer sur une prospective qui permet d'évaluer ses marges de manœuvre et de les calibrer dans le temps.

Néanmoins, la Ville de Flers a désormais recours aux AP/CP pour ses principales opérations. Le règlement budgétaire et financier adopté par délibération 2023-530 en date du 4 décembre 2023, précise les modalités applicables au sein de la Ville.

Au 31 décembre 2023, la Ville a mis en place 3 autorisations de programme.

Cet outil permet d'améliorer la fiabilité des prévisions budgétaires.

*Annexe 2 - Règlement budgétaire et financier  
Annexe3 - Délibération relative à la création des AP/CP*

## **3- Revoir la chaîne de la dépense, afin de résorber les délais de paiement et fiabiliser le circuit des bons de commande**

La Direction des Finances a mis en place des actions permettant d'améliorer les délais de paiement.

Des tableaux de suivi des « factures à certifier » sont transmis chaque semaine aux services ayant des factures enregistrées depuis plus de 8 jours. Cette action a permis d'améliorer significativement le délai global de paiement.

2023		2022	
Nb de lignes de mandats payées	Délai global de paiement moyen	Nb de lignes de mandats payées	Délai global de paiement moyen
4390	20,58	4555	26,26

- 4- La Commune est invitée à procéder à la constitution de provisions dès lors qu'un des cas énumérés à l'article R 2321-2 du CGCT trouve à s'appliquer.**

La Direction des Finances fait un point semestriellement avec la Direction de l'administration générale en charge du suivi des contentieux.

En 2023, une seule provision a été constituée, en référence à l'article R2321-2-3° relative au recouvrement des restes à recouvrer sur compte de tiers, compromis malgré les diligences faites par le comptable public.

*Annexe 4 : Délibération 2023-432 -*

*Mise en place d'une provision pour dépréciation de créances douteuses*

- 5- Mettre en ligne les documents comptables et budgétaires, notamment les documents synthétiques prévus par l'article L2313-1 du CGCT**

Les notes explicatives, budgets et comptes administratifs et les ROB sont désormais accessibles sur le site internet de la Ville de Flers (flers-agglo.fr), conformément au Code Général des Collectivités Territoriales.

- 6- Fiabiliser la tenue de l'inventaire comptable de la ville par un recensement du patrimoine physique et une refonte des procédures**

Un important travail a été réalisé en 2022 et 2023 par la direction des finances sur l'inventaire comptable. Des réunions d'échanges ont été organisées avec la DDFIP permettant de régulariser les discordances.

Au 31 décembre 2023, l'écart entre la valeur brute comptable du patrimoine figurant à l'inventaire et celle figurant l'état de l'actif s'élève à 56 491.29 €.

Par ailleurs, un important travail a été mené en lien avec les directions permettant de mettre au rebus des matériels qui n'existent plus, par exemple du matériel informatique.

*Annexe 5 – Etat comparatif Actif/Inventaire au 31/12/2023  
et état actif, inventaire*

- 7- Procéder à la correcte computation des amortissements et à l'apurement des comptes des immobilisations en cours.**

Au 31 décembre 2023, les immobilisations en cours ont été régularisées, désormais ce compte enregistre les projets en cours de réalisation notamment la réhabilitation du bâtiment Lehugeur - Village Associatif, pour un montant de 1 759 097.02 €

D'autre part, dans le cadre de la mise en place de la M57, de nouvelles cadences d'amortissement ont été approuvées par le Conseil municipal et mises en place à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024. Ces nouvelles durées ont été enregistrées dans le logiciel « Immonet », celles-ci sont liées à la nature comptable, le risque d'erreur sur la durée est désormais faible.

**8- Consolider la gestion du patrimoine, autour d'un schéma directeur immobilier, d'une évaluation des coûts des maintenances et de leur planification anticipée et centralisée**

La direction du Patrimoine a engagé un travail important :

- Centralisation des informations faite concernant les investissements et gros entretiens à venir sur une période de 10 ans (jusqu'en 2033, ville de Flers et Flers Agglo).
- Elaboration de documents de présentation en cours de réalisation, fonctionnant par TOME suivant la nature d'occupation (administration, scolaire, associatif, logement, technique, sports, etc.),

avec comme objectif une présentation pour fin 2024 aux élus.

**9- Mettre en place des outils informatisés de la gestion du personnel, notamment en matière de temps de travail**

La refonte du protocole relatif au temps de travail a été votée et mise en œuvre au 1er janvier 2024. La gestion automatisée des congés annuels est actualisée. Le logiciel de suivi des heures supplémentaires est en cours de déploiement.

*Annexe 8 – délibération Protocole temps de travail*

**10- La titularisation ou le recrutement de titulaires aux fonctions d'encadrement doit continuer de s'inscrire comme un objectif de gestion de la ville à moyen terme**

La collectivité confirme la difficulté de pourvoir les postes d'encadrement par des fonctionnaires, faute de candidatures ou de profils correspondants, spécifiquement dans des domaines techniques.

Pour autant, la part des contractuels présents à l'organigramme tel que l'atteste le RSU 2023 (chiffres 2022) atteint 8% de permanents et 2% de non permanents, soit 23 agents sur 231. Ce qui est très faible face à la moyenne nationale de 22% (chiffre DGAFP/chiffres clés 2022).

*Annexe 9 – RSU 2023*

**11- Revenir sur la modalité théorique de possible modulation du CIA en fonction de l'absentéisme tel que prévu par la délibération du 10/12/2018, qui ne saurait être un levier possible de lutte contre l'absentéisme (non conforme au décret du 6/09/1991)**

Le CIA n'a pas été mobilisé à ce jour selon ces dispositions.

Les négociations au niveau national présagent une refonte de la part consacrée au CIA. Notre dispositif sera alors totalement revu.

**12- Adopter une déclinaison plus précise des modalités d'astreinte en fonction des besoins, précisant en particulier les emplois concernés et pas seulement les filières ou grades.**

Le protocole relatif au temps de travail liste les services et les équipes prenant part aux astreintes, ainsi que les familles d'emplois mobilisés et les catégories d'emplois.

Les emplois sollicités sont donc à ce titre et par nature tous présents dans le service visé. Le référencement de l'organigramme actualisé en continu permet le traçage constant des postes participant à l'astreinte.

**13- Se mettre en conformité avec la réglementation relative aux temps de service dans la fonction publique territoriale (article 1 du décret n° 85-1250 du 26 novembre 1985)**

La refonte du protocole relatif au temps de travail a été votée par les instances et mise en œuvre au 1er janvier 2024.

Cf. Annexe 8

**14- Mettre en place un contrôle automatisé du temps de service des agents effectuant des travaux supplémentaires, tel que prévu par la réglementation.**

La gestion automatisée des congés annuels est déployée et actualisée selon le nouveau protocole relatif au temps de travail.

Le suivi des heures supplémentaires est en cours de déploiement, avec le logiciel CIRIL.